on en a convenu à l'unanimité plus tôt (Traduction) aujourd'hui.

L'hon. M. Fleming: Je propose que le comité s'ajourne, fasse rapport de l'état de la question et demande à siéger de nouveau plus tard aujourd'hui?

M. le président: La Chambre consent-elle à ce que le comité s'ajourne, fasse rapport de l'état de la question et demande à siéger plus tard aujourd'hui?

Des voix: Entendu.

(Rapport est fait de l'état de la question.)

LOI RELATIVE À LA CONTINUATION DE L'EXPLOITATION DES CHEMINS DE FER

MESURE VISANT À ASSURER LA CONTINUATION DE L'EXPLOITATION FERROVIAIRE

L'hon. Michael Starr (ministre du Travail) demande à présenter le bill n° C-45, pourvoyant à la continuation de l'exploitation des chemins de fer.

La motion est adoptée et le bill est lu pour la 1^{re} fois.

LES FINANCES

MESURE TENDANT À L'INSTITUTION D'UNE GARANTIE DES PRÊTS À LA PETITE ENTREPRISE

La Chambre se forme en comité, sous la présidence de M. Flynn, et passe à la suite de la discussion du bill n° C-40 concernant les prêts aux propriétaires de petites entreprises commerciales pour l'amélioration et la modernisation de l'outillage et des locaux, présenté par l'honorable M. Fleming.

Sur l'article 2—*Définitions.*

M. le président: L'article 2 est-il adopté?

(Texte)

M. Bourget: Monsieur le président. Dans le but d'étendre la portée de la présente loi en y incluant les Caisses populaires et les coopératives de crédit;

Dans le but de faciliter l'obtention des prêts dont il est fait mention dans ce bill;

Dans le but d'éviter des inconvénients aux emprunteurs éventuels, surtout à ceux qui demeurent dans des endroits où il n'y a pas de banque à charte;

Dans le but de permettre aux milliers de Canadiens qui ont déposé leurs économies dans les Caisses populaires ou les coopératives de crédit de faire profiter nos petits industriels de leurs économies.

[L'hon. M. Starr.]

J'aimerais proposer:

Que l'article 2 a) soit modifié par l'addition de ce qui suit après les mots «Loi sur les banques», à la septième ligne:

«ainsi que toutes institutions coopératives de prêts comme les coopératives de crédit, les caisses populaires et autres sociétés, reconnues par le ministre comme étant des institutions de prêts admissibles.»

L'hon. M. Fleming: Je prétends que cet amendement est nettement irrégulier. La phraséologie même est presque identique à celle de l'amendement qui a été présenté hier et rejeté par un vote cet après-midi. Pour ce qui est de sa teneur, c'est évidemment le même amendement qui a été présenté hier (page 290 du *hansard*) et rejeté cet après-midi. Je crois que la Chambre s'est déjà prononcée là-dessus.

M. Bourget: Monsieur le président, l'amendement présenté hier soir par le député de Laurier avait pour objet d'allonger la définition en y ajoutant le mot «prêteur». Par le présent amendement, nous voulons élargir le sens du mot «prêt» de façon à ce qu'il ne se rapporte pas seulement aux banques, qui relèvent de la loi sur les banques, mais également aux caisses populaires et aux coopératives de crédit, afin que ces dernières soient visées par le bill.

M. Crestohl: J'appuie ce que vient de dire le député. L'amendement proposé hier soir, comme il l'a expliqué, ajoutant une nouvelle définition, celle du prêteur, car les paragraphes de l'article 2 n'en contiennent pas. Hier soir, le député de Laurier a voulu donner une définition de «prêteur» qui a été rejetée. Le nouvel amendement repose sur des données complètement différentes et vise d'autres fins. Il tend à définir le mot «banque» qui figure à l'article 8 et à lui donner un sens plus étendu que dans la définition actuelle du mot «banque». Cet amendement a pour objet d'inclure d'autres institutions prêteuses.

J'aimerais ajouter l'argument que voici. Si les banques doivent être les seules institutions aptes à consentir ces prêts, le taux d'intérêt se limitera à celui que prévoit la loi sur les banques. Mais si nous permettons qu'il y ait concurrence dans ce domaine,—je songe notamment aux sociétés de fiducie...

L'hon. M. Fleming: Cela ne se rattache pas au rappel au Règlement.

M. le président: Pour le moment, j'espère que le député s'en tiendra à l'amendement, seul objet de la discussion.

M. Crestohl: Oui, monsieur le président. Je ne fais qu'expliquer pourquoi, à mon avis, l'amendement est acceptable. Il propose d'élargir la définition du terme «banque».